Nitsirit Ilit, une colonie prétendument légale

Article de **Ameer Makhoul**, directeur général d'Ittijah et président de la commission des libertés (Palestine 48) du **11 novembre 2009**.

En se basant sur l'exemple de Nitsirit Ilit, une colonie juive établie en Palestine de 48 et dont la municipalité développe actuellement des mesures racistes pour contrer l'accroissement de la population palestinienne, Ameer Makhoul, directeur de Ittijah, collectif d'ONG palestiniennes en Palestine de 48, analyse la nature coloniale et raciste du projet sioniste de ses débuts jusqu'à aujourd'hui. Il rappelle notamment qu'il n'y a aucune différence entre les colonies établies initialement en Palestine de 48 et celles qui sont construites aujourd'hui en Cisjordanie. « *Chaque mètre carré de leurs terres* [celles des colonies] *est une terre arabe palestinienne confisquée et volée par Israël* » écrit-il.

Dans ce projet colonial, le racisme est partout, il anime aussi bien la société juive que le régime israélien. Mais comme l'illustre Nitsirit, ce projet est en crise. La perte des illusions envers le régime israélien et la légitimité de leur présence rendent les masses palestiniennes dans les territoires de 48 plus fortes que jamais.

Pour relever le défi, Ameer Makhoul insiste sur l'unité, tant à l'intérieur des territoires de 48 qu'avec l'ensemble des composantes de la nation palestinienne. Pour lui, il est primordial de sortir du cadre de la lutte pour la citoyenneté pour contribuer à l'élaboration du projet de libération de toute la Palestine.

Le 10 novembre 2009, Shimon Gafso, président de la municipalité de Nitsirit Ilit a annoncé son plan de re-judaïsation de la ville, suite à l'accroissement manifeste de la présence arabe (plus du quart de la population), au moment où les juifs, et notamment les jeunes, refusent de plus en plus d'y vivre.

Les axes de son plan se complètent, l'un garantit une immigration « qualitative » des juifs, et le second constitue un message clair aux Arabes de la ville, qui y ont immigré, individuellement, à la recherche d'une solution individuelle à la crise du logement ou du travail qu'ils rencontrent dans les villes arabes de la région. Il leur a proposé à rechercher « une autre maison », selon l'expression du site NRG (ou GRN).

L'exécution pratique du plan consiste à faire venir les colons de Gosh Qtayf, des anciennes colonies de Gaza, la construction du projet « Har Yona 3 », qui est une ville des religieux (Haridim) et la construction d'un centre spirituel juif régional, et faire venir des groupes appelés « les noyaux durs sionistes » qui sont des militaires religieux nationalistes, à partir des blocs de colonisation et des écoles religieuses militaires, qui ont assuré la formation des terroristes juifs.

Ces groupes enrôlés sont des groupes para-militaires qu'ils avaient déjà amenés et installés à Akka, dans le cadre du plan de « développement » (judaïsation) du Naqab et de la Galilée » que Sharon avait présidé et qui faisait partie du plan de désengagement avec Gaza, en 2005. De même, le plan de Gafso inclut l'invasion de la ville par des bannières et symboles juifs et sionistes.

En réalité, Gafso menace la présence arabe dans « Nitsirit Ilit » à la manière de Akka à l'automne 2008, lorsque les groupes juifs racistes ont attaqué la présence arabe dans la ville, et lorsque le racisme de la rue s'est abrité derrière le racisme du régime israélien, dans un partage de rôle assumé.

En réalité, Shimon Gafso n'apporte rien de nouveau, sinon secouer les illusions, car il nous ramène aux racines du projet sioniste, aux années 50 du siècle dernier lorsque Nitsirit Ilit a été construit, en tant que rêve colonial et raciste de Ben Gourion, tout comme Gafso n'est pas « meilleur » dans l'application et l'exécution de ce projet que le collaborateur de Ben Gourion, Shimon Pérès.

Le rêve de Ben Gourion parlait de « la fondation d'une ville juive au cœur de la Galilée, pour démanteler la continuité géographique et démographique arabe dans la région ». Il fait partie du vaste projet sioniste colonial et colonialiste basé sur le nettoyage ethnique.

De même, le but de Nitsirit Ilit, de sa fondation comme de son extension, est un but colonial et colonialiste qui ne diffère en rien au texte ou à l'essence des colonies israéliennes en Cisjordanie et dans al-Quds, après leur occupation en 1967 jusqu'à aujourd'hui. Si nous comparons entre les objectifs de Nitsirit Ilit, de Maale Adomim, de Gosh Atsion, de Hereel ou Karmael, nous trouvons qu'il s'agit du même objectif, la décision de les construire est la même, leur planification relève du même esprit et même la loi sur laquelle leur construction est basée est la même.

Si nous comparons entre la manière dont Shimon Pérès a agi dans la construction de Nitsirit Ilit en 1956 et entre la construction des colonies en Cisjordanie, chaque mètre carré de leurs terres est une terre arabe palestinienne confisquée et volée par Israël, l'année de la Nakba et du nettoyage ethnique en 1948, ou bien confisquée en s'appuyant sur la loi de déracinement colonial qui sévit de 1948 à aujourd'hui, en vue de changer sa nature démographique et judaïser la patrie palestinienne.

Le plan de Gafso et toute l'existence de Nitsirit Ilit reflètent l'essence de la présence israélienne, en tant que présence coloniale. Mais c'est un projet en crise, et

l’exacerbation de sa crise dévoile son essence. Israël a toujours essayé de cacher cette essence dans une tentative d’acquérir une légitimité. Mais la force des masses de notre peuple palestinien, leur capacité de lutte, leur présence de plus en plus massive à arborer leur identité nationale, une identité sûre de son droit et de sa patrie, et en tant que propriétaire du pays, tout cela a mis le régime israélien dans son ensemble dans une situation de réaction. C’est un changement stratégique que nous avons aperçu dans les récentes lois racistes, dans la campagne de vengeance au cours et après le soulèvement de la colère et de la protestation en Palestine 48 contre les crimes israéliens à Gaza, et avant, contre l’agression israélienne sur le Liban en 2006 et dans toute la politique des poursuites politiques terrorisantes.

Ce changement est accompagné d’une autre donnée, la chute des illusions dans les milieux de notre peuple envers le régime israélien et la certitude de plus en plus que l’institution religieuse, juridique, académique, sécuritaire et de la planification participe dans son ensemble à ce crime historique qui n’a pas cessé depuis la Nakba, cherchant à voler et à judaïser ce qui reste encore.

Le plan du président de la municipalité de Nitsirit Ilit reflète, que nous le voulons ou non, l’aspect sanguinaire de la politique et du régime en Israël, ainsi que l’état d’affrontement imposé aux masses de notre peuple à l’intérieur. La bataille de la présence légitime nous est imposée, et nous ne pouvons l’ignorer. Dans cette bataille de la légitimité, nous sommes les plus forts, et non le régime colonial et raciste et ses manifestations à Nitsirit Ilit, Kiriat Arbaa et Maale Adomim.

La nature du défi exige de maintenir élevée notre disposition à la lutte dans l’unité, la construction de nos directions locales et l’accumulation de nos acquis, et il exige en même temps, que nos masses à l’intérieur agissent en tant que partie intégrante de la cause palestinienne, et non limiter

leur rôle au cadre de la citoyenneté, d'agir avec elles-mêmes en tant que propriétaires du droit et avec responsabilité dans l'élaboration du large projet palestinien de libération et l'édification de sa direction.

Le plan de la municipalité de Nitsirit Ilit, qui n'est en rien différente de tout autre pouvoir municipal ou central, confirme également que le mouvement de lutte contre la normalisation arabe et régionale et le mouvement international de boycott d'Israël sont des outils qui doivent être amplifiés, tout en agissant pour briser le blocus structurel contre notre peuple, dont la source n'est que l'essence d'Israël lui-même.

Ameer Makhoul

Traduction : CIREPAL (Centre d'Information sur la Résistance en Palestine)

Interview de Michel Collon par le Comité Action Palestine

Michel Collon a participé en juin 2009 au Forum Palestine 2009. Dans ce cadre il a fait une intervention sur le thème « Chavez, les médias et nous ». Cette interview reprend les éléments de cette intervention.

[sz-dailymotion
url= »http://www.dailymotion.com/video/xb2ru4_interview-de-michel-collon-par-le-c_news » /]

La mosquée Al-Aqsa en danger

le 5/10/2009 9:38:08 (939 lectures)

Appel de **Sisters for Al-Aqsa** .

Les assassins sionistes, civils et militaires, lancent en ce moment même une attaque contre la mosquée al-Aqsa. Ils veulent s'emparer d'une partie, comme ils ont fait avec la mosquée al-Ibrahimi, dans la ville d'al-Khalil. Des fidèles y ont passé la nuit pour la protéger.

Les criminels ont lancé une attaque et empêchent les Palestiniens de la ville et d'ailleurs (Umm al Fahem, Nazareth, Naqab) d'y arriver. La population d'al-Quds essaie de s'avancer vers la mosquée. La population de Cisjordanie se prépare à se révolter.

Ne la laissons pas seule, isolée, **face à ces barbares colonialistes représentant la haine, la destruction et la barbarie bestiale** .

Soutenons, par tous les moyens disponibles, al-Aqsa et le peuple palestinien qui défend les lieux saints, qui défend et protège, pour nous, pour notre honneur et notre dignité, pour notre relève, la mosquée al-Aqsa et la ville d'al-Quds.

C'est de l'honneur de l'humanité toute entière qu'il s'agit. Si les barbares s'emparent de la mosquée al-Aqsa, c'est un affront de plus à toutes les valeurs morales, toutes les valeurs humaines, de justice, de droit, de respect de l'autre.

Ne les laissez pas faire !

Opposez-vous à la barbarie sioniste criminelle….

Diffusons l'information, le plus largement possible, expliquant la vérité, pour ceux qui ne veulent pas ou n'ont pas encore compris!

Exigeons des autorités religieuses, musulmanes, chrétiennes et juives, de s'opposer à ces criminels qui souillent les lieux saints;

exigeons des autorités politiques des gestes clairs pour la défense des droits des musulmans et des chrétiens palestiniens en Palestine occupée, et dans al-Aqsa.

La mosquée al-Aqsa est entièrement musulmane!

La ville d'al-Quds est entièrement arabe !!

Nul partage avec les sionistes criminels!

SOUTENEZ AL-AQSA !!

MOBILISEZ-VOUS POUR AL-AQSA !!

Site **Sisters for Al-Aqsa** en Arabe

sisters_for_alaqsa@quds.cc

Protestation contre la venue du Maccabi Haïfa à Bordeaux

Le 30 septembre prochain les Girondins rencontreront l'équipe israélienne de Haïfa dans le cadre de la Ligue des Champions.

Haïfa est une ville palestinienne occupée par Israël depuis 1948. En avril 1948, une grande partie de sa population palestinienne a été expulsée et jetée à la mer par les milices sionistes avec l'aide de la puissance britannique mandataire.

Haïfa est le symbole de l'épuration ethnique sur laquelle est établi l'Etat d'Israël. Aujourd'hui les Palestiniens qui y vivent toujours, comme tous les Palestiniens de 48, sont soumis à une politique discriminatoire et d'apartheid et menacés à leur tour d'expulsion.

Le Comité Action Palestine dénonce tout type de collaboration avec cet Etat colonial et criminel.

Lire notre tract.

image arabicpost.net

(d'un autre match en Ecosse ou le public soutient la Palestine)

Grève générale en Palestine occupée : la confrontation et le défi

le 27/9/2009 15:20:00 (439 lectures)

Article publié le dimanche **27 septembre 2009** par le **CIREPAL**.

Le premier octobre prochain, les Palestiniens de 48 (qui vivent dans l'entité sioniste) organisent une grève générale, à laquelle ont unanimement appelé les forces politiques palestiniennes présentes dans le Haut comité de suivi des masses arabes. Cette grève signifie essentiellement que les régions demeurées majoritairement arabes (Galilée, Triangle et des parties du Naqab) seront entièrement paralysées, y compris dans la partie arabe des villes « mixtes ». Il s'agit d'abord de commémorer le martyre de 13 Palestiniens tombés début octobre 2000, lorsque notre peuple de l'intérieur s'est soulevé, pour contribuer à l'intifada al-Aqsa, déclenchée quelques jours plus tôt.

Il a fallu huit ans pour que les Palestiniens de 48 arrivent à proclamer cette grève, historique dans l'histoire du mouvement palestinien de l'intérieur. En effet, après la terrible répression en octobre 2000 contre les Palestiniens de 48, descendus dans les rues pour protester contre les massacres commis par l'armée sioniste en Cisjordanie (al-Quds y compris) et la bande de Gaza et pour participer à la révolte de notre peuple contre la colonisation et l'occupation, dans l'Intifada al-Aqsa, les Palestiniens de 48 ont célébré, entre 2001 et 2008, la commémoration annuelle en organisant diverses manifestations, dans certaines villes, soit en Galilée soit dans le Triangle.

Commission Ur : manœuvre israélienne

Depuis 2001, plusieurs voix et forces politiques réclamaient la grève générale, mais en vain. Certains partis essayaient de « calmer » les masses, préférant discuter avec les institutions sionistes, attendant un geste de leur part, une sorte de « regret » pour les massacres commis ou « des excuses » pour la répression, les actes et les paroles racistes. En vain !! L'institution sioniste, civile, militaire ou sécuritaire, n'a pas bronché, au contraire. La commission israélienne Ur qui avait été formée juste après la révolte pour soi-disant examiner et évaluer les événements (manifestations pacifiques et répression sanguinaire) n'a abouti qu'à faire porter la responsabilité des faits aux dirigeants palestiniens eux-mêmes, accusant sheikh Raed Salah et dr. Azmi Bishara d'être les fauteurs de troubles, parce qu'ils avaient prononcé des discours jugés « extrémistes » par les responsables israéliens. De plus, les militaires et policiers ayant tiré sur les manifestants, tuant 13 civ ils et blessant près de 500 civils palestiniens, ne seront pas inquiétés, malgré les preuves évidentes de leur implication dans les meurtres intentionnels. Il a fallu le rapport de cette commission, paru en 2005, pour que certains dirigeants comprennent enfin que l'établissement colonial sioniste ne peut aller au-delà de cette manœuvre qui vise à faire croire qu'Israël est un Etat de droit et que tous ses citoyens sont égaux, puisque les Palestiniens de 48 « jouissent » de la citoyenneté israélienne.

Depuis octobre 2000 : accentuation du racisme colonial

Le massacre d'octobre 2000 n'a été que le début d'une vague répressive, coloniale et raciste, populaire et officielle, civile, militaire et sécuritaire, contre les Palestiniens de 48 et leur direction politique.

Depuis octobre 2000, les institutions israéliennes ont accentué leur politique d'apartheid envers ce qu'elles considèrent comme la « minorité arabe israélienne » : outre les confiscations des terres (en Galilée et dans le Triangle), les démolitions des maisons (en Galilée et surtout dans le Naqab, partie sud de la Palestine), les pratiques de nettoyage ethnique dans les villes devenues « mixtes » du fait de la colonisation (Yafa, Ramleh, Lidd, Akka et Haïfa) et dans des régions comme le Naqab, outre les actes et les déclarations racistes d'officiels, d'universitaires ou de journalistes israéliens, les masses palestiniennes et leurs directions politiques et civiles sont soumises à l'arbitraire et la répression : arrestations, fouilles et confiscations de matériels et documents, exil forcé, interdictions diverses (de voyager, de se déplacer, etc..). Mais trois faits marqueront la mémoire collective palestinienne, après le massacre d'octobre 2000 : le massacre de Shefa 'Amr comm is par un soldat-colon en août 2005, le pogrom de Akka commis en septembre 2008 et la tentative d'invasion par les colons de Umm al-Fahem, début 2009. Ce qui distingue ces faits de tous les autres, c'est l'impunité officielle envers les colons, responsables de toutes ces attaques. Il est désormais clair, pour ceux qui hésitaient encore, que l'institution officielle israélienne ne peut que soutenir et protéger ses propres colons, à cause de l'idéologie coloniale et raciste officielle.

D'un apartheid de fait à un apartheid légalisé

Il est devenu courant de désigner la politique israélienne par apartheid, concernant la Cisjordanie (y compris al-Quds) et de la désigner par racisme concernant les Palestiniens de 48, comme si la politique israélienne envers les Palestiniens de 48 relevait d'un racisme semblable à la France ou à d'autres pays européens.

Mais quiconque étudie minutieusement la pratique institutionnelle sioniste envers les Palestiniens de 48, depuis l'occupation de la Palestine en 1948 et la fondation de l'Etat sioniste, réalisera qu'elle est caractérisée par un véritable apartheid auquel s'ajoute une politique de nettoyage ethnique et religieux. Cette distinction entre les deux régimes (Cisjordanie et Palestine occupée en 48) est le fait de ceux qui croient à la légalité et la légitimité de l'Etat d'Israël, croyance qui les empêche de voir le visage hideux du colonialisme dans cette partie occupée en 48 : ils ne voient que la partie superficielle, le racisme envers une catégorie de la populat ion « israélienne ». Mais dans les faits, l'apartheid sioniste s'exerce avant tout envers les Palestiniens de 48, dans tous les détails de vie courante. Il est vrai que les Palestiniens de 48 votent pour des élus à la Knesset, mais ce n'est qu'une façade, qui risque d'ailleurs de tomber ces prochaines années. Mais même concernant ces élections, il faut rappeler que suite à l'expulsion des Palestiniens de leur patrie, en 1948-49, ceux qui sont restés sont devenus une minorité affaiblie, sans direction politique, économique et intellectuelle, face à l'établissement sioniste (ce qui n'était pas le cas des Africains dans l'Afrique du sud). Donc, pour les sionistes, il valait mieux leur accorder ce droit de vote et la citoyenneté, puisqu'ils ne pouvaient représenter aucun danger, à l'époque.

Concernant la citoyenneté israélienne, de plus en plus nombreux sont les Palestiniens de 48 qui la remettent en cause, comme le dit Ameer Makhoul, directeur de l'Union des associations civiles arabes (Ittijah), dont le siège est à Haïfa, dans un article récent : « la citoyenneté ne protège pas le Palestinien, elle n'est pas une médaille israélienne pour le Palestinien, mais un outil de domination et de domptage entre les mains de l'Etat, alors que pour le mouvement national palestinien de l'intérieur, elle est un outil pour demeurer et défendre la patrie, et y défendre les droits de notre peuple. Quoiqu'il en soit, elle n'est pas un choix palestinien mais une contrainte israélienne ».

L'apartheid israélien de fait pratiqué depuis 1948 est en passe d'être légalisé, avec les lois de plus en plus nombreuses que l'établissement officiel sioniste instaure. Il n'a pas fallu attendre, contrairement à ce que croient beaucoup, l'arrivée au pouvoir de la droite dure pour ce faire, c'est-à-dire février 2009. Dès l'Intifada al-Aqsa, plusieurs lois adoptées par la knesset ou proposées par des groupes parlementaires divers, rejettent les droits des Palestiniens, limitent leur accès à une égalité même de surface, encerclent leur direction et leur présence dans leur pays. Les récentes lois proposées, discutées ou adoptées ne font qu'entériner ce que la gauche sioniste avait envisagée, à demi-mots. C'est cette accentuation de la sionisation musclée, à visage découvert, qui a finalement convaincu ceux qui hésitaient à proclamer la grève générale, à le faire sans hésiter.

L'accumulation des confrontations antérieures

Si les Palestiniens de 48 sont parvenus à proclamer la grève générale, le 1er octobre prochain, de manière unanime, c'est aussi et surtout à cause de l'accumulation des luttes qu'ils entreprennent depuis octobre 2000 contre l'institution sioniste, sous toutes ses formes. C'est dans la confrontation que les outils ont été mis au point et ajustés pour arriver à ce stade, reprenant la tradition de la journée de la terre du 30 mars 1976, mais avec une conscience politique plus aguerrie de ce qu'ils sont, de ce qu'ils veulent et de ce à quoi ils aspirent. Il ne s'agit plus seulement de protester contre les confiscations des terres, qui sont d'ailleurs presque entièrement confisquées, plus de trente ans après, mais de s'affirmer palestiniens, et en tant que tels, de contribuer au combat palestinien pour la liberté, contre le colonialisme, l'apartheid et le nettoyage ethnique israéliens.

Et parmi ces outils de lutte forgés dans la confrontation, il y a le haut comité de suivi des masses arabes qui a « osé » proclamer la grève générale. Organe de liaison fondé au début pour contrôler les masses arabes, il est devenu, au fur et à mesure que les luttes s'intensifiaient, un organe partagé entre les nationalistes et les « modérés », pour devenir finalement un cadre portant les aspirations nationales du peuple palestinien de l'intérieur. Bien évidemment, la lutte à l'intérieur du haut comité n'a pas encore entièrement tranché la question, mais des voix de plus en plus nombreuses réclament actuellement l'élection des instances dirigeantes de cet organe par les masses palestiniennnes de 48, alors qu'elles sont jusqu'à présent formées par un consensus très éloigné de la réalité sur le terrain.

La principale contestation de ces élections réclamées émane de certains partis qui craignent que le haut comité ne remplace dorénavant leur représentativité à la knesset, tout comme ils craignent qu'un tel organe, uniquement palestinien, ne franchisse le cap d'une séparation de fait avec la société coloniale israélienne, balayant tout appui ou toute illusion envers la gauche sioniste ou alternative israélienne. Pour ceux qui réclament ces élections, il s'agit de bâtir un véritable outil palestinien représentatif, de liaison et de coordination des luttes face aux menaces de plus en plus évidentes de la part de l'institution sioniste. Il s'agit, non pas de remplacer les partis participant aux élections de la Knesset, mais d'aller au-delà, en tenant compte qu'une part grandissante de la population palestinienne de l'intérieur ne participe plus ou n'a jamais participé, à ces élections. La proclamation de la grève générale par le haut comité de suivi est un pas dans ce sens. Elle vient couronner le débat interne qui dure depuis des années et qui se poursuivra après la grève.

La grève générale du premier octobre prochain est la poursuite de la mobilisation exemplaire et la participation massive des Palestiniens de 48 lors de la guerre génocidaire contre la bande de Gaza. Elle est la poursuite de la mobilisation remarquable lors de la guerre de juillet-août 2006 contre la résistance au Liban, comme elle est la poursuite de la mobilisation populaire contre l'invasion de Umm al-Fahem, contre le pogrom à Akka et surtout, contre la judaïsation de la ville d'al-Quds, devenue de fait sous leur protection, puisque ni les Palestiniens de Cisjordanie ni ceux de la bande de Gaza ne peuvent y accéder et la défendre. Une lourde responsabilité pèse aujourd'hui, comme elle a toujours pesé, sur leurs épaules.

C'est pourquoi il est important que les amis du mouvement palestinien de libération se mobilisent pour soutenir le combat des Palestiniens de 48, non pas seulement lorsqu'ils participent au combat palestinien à Gaza ou en Cisjordanie, mais aussi et surtout lorsqu'ils se mobilisent et affrontent, les mains nues, l'institution sioniste, civile, militaire, politique ou sécuritaire, pour protester contre le racisme colonial qui cherche soit à les israéliser soit à les expulser.

Dans la pratique, il est possible de contribuer au soutien de leurs luttes en les faisant participer à tout débat organisé sur la cause palestinienne, et non seulement sur leurs propres luttes, en les invitant aux côtés des autres Palestiniens, réfugiés ou de Cisjordanie et de Gaza. Ensuite, faire connaître leur situation, leurs luttes et leurs analyses, en évitant de les intégrer dans « les affaires internes israéliennes » et en les dissociant des Israéliens, quelle que soit la nature de ces Israéliens, gauche, extrême-gauche ou autres. Puis, finalement, en tentant de porter la présence des Palestiniens de 48 dans leur propre pays colonisé devant les instances internationales, même si ces dernières sont encore timides ou franchement pro-sionistes. Défendre la présence et le droit des Palestiniens de 48 devant les instances internationales a une double portée : d'abord médiatique, mais surtout politique, puisqu'il s'agit de frapper l'Etat sioniste au cœur, lui qui considère l es Palestiniens de 48 comme étant une affaire interne et que toute revendication de ce type, une intervention dans ses « affaires internes ». C'est à ce niveau que l'Etat sioniste peut être affaibli et démantelé, progressivement, tout en permettant à notre peuple de l'intérieur de s'affermir, d'être une épine mortelle dans le cœur de l'entité israélienne.

CIREPAL (Centre d'Information sur la Résistance en Palestine)

photo Comité Action palestine

Résistance populaire et identité islamique

Ce texte de **Youssef Girard** constitue une excellente analyse de la Résistance palestinienne. Il montre que le puissant ressort de cette résistance tient à son lien organique avec le peuple. D'après l'auteur, « *la résistance populaire est la principale expression du refus des peuples arabes de capituler devant l'hégémonie occidentale et la colonisation sioniste* ». Ce sont les mêmes mécanismes qui ont animé les résistances victorieuses en Algérie ou au Vietnam. « *Du fait de la supériorité technique des puissances hégémoniques, les guerres conventionnelles ne font qu'entériner la domination technico-militaire des nations impérialistes et de leurs alliées. En revanche, les résistances populaires ont toujours réussi à faire reculer les puissances impérialistes* », précise l'auteur. Dans les sociétés arabo-musulmanes ces résistances ne deviennent populaires que lorsqu'elles puisent leur force et leur légitimité dans le référent islamique. Cette lecture s'applique parfaitement aux évolutions de la Résistance Palestinienne de ses origines à nos jours.

La guerre d'octobre 1973 marque un basculement fondamental dans la résistance à la colonisation sioniste. Pour la première fois des armées arabes parvinrent à tenir tête à l'ennemi sioniste qui fut contraint de reculer. Après la perte du quart de son potentiel militaire, les sionistes, inquiets de voir leurs réserves s'épuiser, furent obligés de faire appel aux Etats-Unis pour organiser d'urgence leur ravitaillement en arme. Le pont aérien organisé entre Washington et Tel-Aviv permit aux sionistes de préserver les positions conquises durant la guerre de juin 1967.

Toutefois, si la guerre d'octobre 1973 vit un rééquilibrage des forces en faveur des armés arabes, elle fut aussi la dernière guerre conventionnelle entre une armée arabe et l'Entité sioniste. Après la guerre, Anouar as-Sadate déclara ouvertement : « *cette guerre est la dernière.* » [**1**] Cette déclaration heurta les résistants arabes mais elle exprimait clairement les projets des dirigeants de la région plus soucieux de mettre œuvre *l'intifah* – l'« *ouverture*» au capitalisme et à l'impérialisme occidental liquidant les acquis sociaux de la période nassérienne – que de résistance à l'hégémonie occidentale et la colonisation sioniste. A partir de là, tel les hypocrites suivant David, ils affirmèrent : « *nous ne nous sentons pas aujourd'hui de force à résister à Goliath et à ses hommes* . » [**2**]

Face à la forfaiture de leurs dirigeants, les peuples arabes répondirent comme ceux qui étaient convaincus de rencontrer leur Créateur parmi les hommes de David : « *Combien de fois une troupe peu nombreuse a, par la grâce d'Allah, vaincu une troupe très nombreuse.* » [**3**] Ainsi, alors que les gouvernements et les armées arabes abdiquaient devant la puissance de feu sioniste, la résistance populaire devint le principal acteur de la lutte de libération du Machrek, notamment en Palestine et au Liban. La résistance populaire devint la principale expression du refus des peuples arabes de capituler devant l'hégémonie occidentale et la colonisation sioniste.

Avant le renoncement des officiels Egyptiens, la résistance populaire commença à s'organiser à partir des camps de réfugiés Palestiniens de Jordanie ou du Liban. En 1959, le Fatah qui se proposait d'organiser la résistance du peuple palestinien, fut créé par des dissidents de l'organisation des Frères Musulmans, tels que Yasser Arafat, Khalil al-Wazir [Abou Jihad] et Salah Khalaf [Abou Iyad], et un proche du parti Ba'ath, Farouk Kaddoumi [Abou Loutof]. Fraîchement indépendante, l'Algérie, alors dirigée par Ahmed Ben Bella, fut le premier Etat arabe à accorder son soutien politique et militaire à l'organisation palestinienne qui souhaitait mener des actions armées. Dans cette perspective le Fatah créa une branche militaire, *al-Asifa* [la tempête], qui mena ses premières opérations commandos contre l'Entité sioniste à partir de la fin de l'année 1964. Dans le même temps, certains membres du *Mouvement Nationaliste Arabe* [MNA], tel que Georges Habache, envisageaient de plus en plus le développement de la lutte armée comme principal mode de résistance à la colonisation sioniste.

Au-delà de la lutte armée, ces organisations réussirent à donner aux Palestiniens dispersés dans les camps du Liban, de Jordanie et de Syrie et dans divers pays une structuration constituant la *'assabiyya* – l'esprit de corps – de leurs nations éclatées par la colonisation. A partir du 1968, cette *'assabiyya* se structura au sein de l'OLP qui représentait l'identité et les aspirations nationales du peuple palestinien.

La débâcle de juin 1967, donna une nouvelle impulsion à la résistance populaire qui se développa dans les territoires nouvellement occupés et dans les camps de réfugiés de Jordanie et du Liban. Les organisations palestiniennes voulaient développer la guerre populaire sur le modèle de la résistance algérienne ou vietnamienne. Faire de Amman un nouvel Hanoi devint l'un des objectifs du Front Populaire de Libération de la Palestine, créé au lendemain de la défaite par Georges Habache et des dissidents du MNA. La bataille de Karamé marqua l'affirmation politico-militaire de cette résistance populaire. Le 21 mars 1968, l'armée sioniste attaqua le camp de Karamé en Jordanie mais elle fut repoussée par la résistance palestinienne qui remportait sa première bataille. Ce succès contribua à renforcer la popularité de la résistance palestinienne dans le monde arabe où le feddayin devint l'incarnation vivante de la moumana'a – résistance – arabe.

Contre cette montée puissance de la *moumana'a* arabe, le roi Hussein de Jordanie se plia aux injonctions de l'Occident impérialiste et des sionistes en éradiquant la résistance palestinienne en septembre 1970. Les impérialistes et la réaction arabe refusaient que le Jordanie serve de base arrière à la résistance palestinienne. La terrible répression de Septembre noir fut un coup extrêmement dur pour les organisations palestiniennes qui furent contraintes de se replier au Liban où la résistance avait installé des bases militaires dans le Sud du pays après l'attaque de l'aéroport de Beyrouth par les sionistes le 28 décembre 1968. A partir de ces bases, la résistance palestinienne commença à lancer des attaques contre l'Entité sioniste. Cette résistance restera active jusqu'à l'invasion du Liban par les troupes sionistes en juin 1982. Suite à cette invasion, la résistance palestinienne fut contrainte de quitter le Beyrouth. Installé à Tripoli dans le Nord du Liban, Yasser Arafat et 4 000 de ses partisans furent une nouvelle fois contraints de quitter cette ville, le 21 décembre 1983, sous la pression des troupes syriennes et de certaines organisations palestiniennes hostiles à sa politique. S'installant à Tunis, la direction de l'OLP fit de cette ville, éloignée des théâtres d'opérations, son nouveau quartier général.

Ce départ marqua une évolution dans la *moumana'a* arabe. Premièrement, malgré l'opposition d'une grande partie de ses dirigeants palestiniens, la direction de l'OLP qui n'était plus directement en contact avec le peuple palestinien, s'engagea dans une politique de « compromis » avec l'ennemi. Deuxièmement, après le départ de la direction de l'OLP du Liban, la *moumana'a* arabe vit l'émergence d'organisations ayant l'islam comme référence centrale. Le Hezbollah fut créé en 1982 et pris rapidement la tête de la résistance à l'occupation sioniste au Liban alors qu'en Palestine une nouvelle organisation de résistance émergeait en 1981, le Jihad Islamique fondé par Fathi Chakaki, un nationaliste arabe passé à l'islam politique révolutionnaire. Mais cette évolution de la*moumana'a* arabe était portée en germe par les modalités d'actions propres à la guerre populaire.

Selon Ho Chi Minh, dans la guerre populaire « *les troupes régulières, régionales ou de guérilla doivent rester étroitement unies à la population ; si elles s'en détachent, elles connaîtront la défaite.* » [**4**] Cette nécessité d'être dans la population « *comme un poisson dans l'eau* » obligeait les militants à se mettre à l'écoute du peuple afin d'entreprendre un travail politico-militaire à partir de sa culture spécifique et de ses besoins réels. Les militants étaient appelés à se fondre dans les masses et non à se placer au dessus d'elles en « guide » omniscient. Toute rupture avec la culture des masses populaires arabes au sein desquelles la résistance déployait son action risquait de compromettre sa lutte.

Cette conception de la résistance populaire amena nombre de acteurs à repenser les rapports de moumana'a arabe à la culture et à la civilisation arabo-islamique avant l'émergence d'organisations ayant l'islam comme référence centrale. En 1973, Monah as-Solh écrivait : « *quand les masses arabes parlent de leur islamité et ce, quand elles parlent d'une situation politique ou civilisationnelle, elles veulent le plus souvent souligner qu'elle refusent la vassalité à l'égard de l'Occident, entendant souligner ainsi qu'elles se sentent faire partie d'un tout historique et géographique, détenteur d'un héritage, de valeurs, de racines. […] Parfois même, en proclamant leur islamité, les masses populaires entendent signaler leur attachement positif à cette dimension, signifiant aux intellectuels, aux occidentalisés, aux pseudo avant-gardes : « J'appartiens à un monde et vous appartenez à un autre monde ; et nous sommes différents de vous.* » » Il ajoutait : « *L'attitude de l'intellectuel progressiste arabe consiste toujours à redouter de reconnaître cette unité profonde qui unit ces deux contenus [islamité et arabisme], en apparence vu son attachement à la pureté révolutionnaire et à l'entière rectitude idéelle, mais, en réalité, étant donné qu'il redoute, s'il venait à cet aveu, de donner au mouvement de libération arabe la densité et l'efficacité qui ferait de lui [une force], allant bien au-delà de l'engagement, du sacrifice, de l'esprit combatif qu'il est prêts à prodiguer. […] lui-même, en réalité, n'est pas encore devenu arabe au degré d'arabité vécue par les masses et que son arabité n'est pas haussé au niveau de l'islamité des masses.* »

Monah as-Solh concluait ses propos en posant la question : « *islamité des masses populaires constitue-t-elle un fardeau pour le mouvement nationalitaire arabe, ou bien plutôt une dimension supplémentaire de ce mouvement ? Telle est la question qui est ici posée aux gauchistes de l'aliénation idéelle comme à la droite [que cimente] l'intérêt –unis les uns et les autres dans leur acharnement à placer l'Islam hors la révolution.* » [**5**]

Cette réflexion sur l'identité culturelle et civilisationnelle des masses arabes et la volonté de se fondre en elles, fut la base des réflexions des militants des Brigades étudiantes du Fatah ou de la Résistance Populaire dirigée par Khalil Akkaoui dans le quartier populaire de Bab at-Tabbané à Tripoli. Ces militants commencèrent à étudier l'héritage islamique afin d'être en phase avec les milieux populaires au sein desquels ils développaient leurs activités. Dirigeant des Brigades étudiantes du Fatah, Mounir Chafiq expliquait : « *la ligne de masse, ça m'a aidé à redécouvrir une culture et un fond civilisationnel historique, l'islam. Et je crois que la ligne de masse, d'écouter les masses, de ne pas les mépriser dans leurs sentiments et leurs vécus, c'était très important.* » [**6**]

Partis du marxisme, dans sa version tiers-mondiste, ces militants révisèrent leur conception idéologique du fait de leur pratique militante. Deux responsables des Brigades étudiante du Fatah, Mohammed Bassem Sultan et Mohammed Bohaïss affirmaient : « *Marx, en ignorant la réalité de la pluralité des modes de civilisation et en considérant que la voie universelle du progrès était celle de l'Europe, a conclu, s'agissant de l'Inde par exemple, que la Grande-Bretagne y avait une double mission historique : détruire les vieilles structures traditionnelles et y implanter la civilisation européenne. L'hypothèse selon laquelle la destruction des structures civilisationnelles et du système social traditionnel des peuples non européens et la greffe de la civilisation européenne signifiait le progrès et la naissance du capitalisme n'a pas été confirmée par les évènements ultérieurs. Au contraire, les conséquences réelles de ce processus ont conduit à la construction de systèmes occidentalisés dépendant des métropoles capitalistes et impérialistes. La destruction des systèmes sociaux traditionnels était la condition pour saper les fondements de l'indépendance des peuples non européens et leur imposer un état de dépendance permanente qui allait se perpétuer après même les indépendances politiques… Dans l'une des phases de notre réflexion, nous avons affirmé que les processus révolutionnaires sont toujours singuliers, qu'ils sont liés aux spécificités des sociétés qui les engendrent. Indépendamment de nos convictions et de nos vœux, la question qui se posait était : Quel type de révolution sera engendré par la nation arabe ?… En étudiant les spécificités de nos pays, nous avons constaté que le seul système porté en germe par nos sociétés était l'islam.* » [**7**]

Ces discussions sur les fondements idéologiques de leur action amena les militants à repenser le rôle de « l'avant-garde » au sein de la moumana'a arabe. Mounir Chafiq expliquait : « *Je crois que le mouvement islamique au Liban et en Palestine a essayé d'aboutir à un autre concept d'avant-garde. Une avant-garde qui ne soit justement qu'une accoucheuse. Lorsque la sage-femme aide l'enfant à venir au monde, elle ne fait justement que l'aider en un sens. Ce n'est pas l'accoucheuse qui va changer les traits physiques de l'enfant, son poids, son code génétique : elle peut favoriser des éléments, ou les défavoriser, c'est vrai. Mais il y a une donnée qui est déjà là. Pour l'avant-garde révolutionnaire, c'est la même chose : tu peux favoriser un processus révolutionnaire, mais il y a des données qui sont là, historiques. Tu ne peux intervenir dans une société sans prendre en compte son histoire politique, sociale, culturelle, tous ces éléments enchevêtrés. […] Cela signifie, pour moi, avec Marx : les conditions d'une révolution viennent de l'intérieur d'une société, de son intérieur profond. Et dans cet intérieur profond, ici, que tu le veuilles ou non, que ça plaise ou non, il y a l'islam, qui a été un courant civilisationnel historique, profond.* » [**8**]

Ces réflexions posées dans les années 1970 prirent une nouvelle ampleur dans les années 1980 avec l'émergence d'organisations de résistance ayant l'islam comme référence centrale et le développement de la lutte des Palestiniens de l'intérieur en dehors du cadre de l'OLP repliée à Tunis. Cette émergence politique des Palestiniens de l'intérieur qui se manifesta publiquement au cours de manifestations durement réprimées par les autorités sionistes en 1982, prit une ampleur nouvelle avec le déclanchement de la première intifadah en décembre 1987. Les émeutes populaires puis les grèves de commerçants firent de la résistance des Palestiniens de l'intérieur le point focal de la moumana'a arabe contre l'Entité sioniste. Une nouvelle étape de la résistance contre colonisation commençait au cours de laquelle le caractère national et islamique de la résistance pris une nouvelle dimension. Au niveau politique, différents mouvements politiques, dont le Fatah, le FPLP ou le Jihad Islamique, constituèrent une Direction patriotique unifiée pour soutenir et organiser l'intifadah.

Parallèlement à la Direction patriotique unifiée, l'organisation des Frères Musulmans en Palestine qui ne participait pas à la résistance populaire concentrant son travail sur la prédication religieuse et l'action sociale, entra dans la lutte en créant le Hamas dirigé par le cheikh Ahmed Yassine. La création du Hamas correspondait à l'intensification de la résistance des Palestiniens de l'intérieur et à la montée en puissance d'une nouvelle génération de militants au sein de l'organisation des Frères Musulmans en Palestine, tel que Abdelaziz ar-Rantissi, résolus à engager la résistance armée à la colonisation sioniste. Rapidement le Hamas mit sur pied sa branche paramilitaire, les Brigades Izz ed-Din al-Qassam, chargée d'organiser la lutte armée.

Refusant d'abdiquer, contestant la conférence de Madrid de 1991 et les accords d'Oslo de 1993, le Jihad Islamique et le Hamas jouèrent un rôle central dans la résistance populaire à la colonisation sioniste dans les années 1990-2000. Au Liban, le Hezbollah remporta des victoires décisives contre l'Entité sioniste en 2000 et surtout 2006. Ce qu'aucune armée arabe conventionnelle n'avait réussi à faire, la résistance populaire du Hezbollah y parvint : faire reculer durablement l'ennemi sioniste. Durant l'attaque de Gaza en janvier 2009, le Hamas et l'ensemble des organisations de résistance empêchèrent, par leur lutte héroïque, l'avancée des troupes sionistes. Comme l'écrivait Ibn Khaldoun en évoquant les mouvements fondés sur la religion, « *quand les croyants voient clair dans leurs affaires, rien ne peut les arrêter, parce qu'ils sont unis dans leurs perspectives.* » [**9**]

L'expérience historique a prouvé que les guerres conventionnelles ne sont pas le moyen le plus efficace pour mener à bien les luttes de libération nationale. Du fait de la supériorité technique des puissances hégémoniques, les guerres conventionnelles ne font qu'entériner la domination technico-militaire des nations impérialistes et de leurs alliées. En revanche, les résistances populaires ont réussi à faire reculer les puissances impérialistes comme la France en Algérie, les Etats-Unis au Vietnam et maintenant l'Entité sioniste au Machrek. La victoire de la résistance libanaise dirigée par le Hezbollah et la lutte héroïque de la résistance palestinienne à Gaza marquent le couronnement de la résistance populaire comme modalité principale de lutte contre la colonisation sioniste et la réussite d'organisations de résistance en symbiose avec l'identité civilisationnelle des peuples arabes et palestiniens.

Youssef Girard

Notes de lecture :

[**1**] El-Bechry Tarek, *Les arabes face à l'agression* , Paris, al-Bouraq – GEBO, 2009, page 63

[**2**] *Coran* 2 : 249

[**3**] Ibid.

[**4**] Ho Chi Minh, *Sur la guerre de guérilla* , 1952

[**5**] Monah Al-Çolh, *Islamité et arabisme* , in. Abdel-Malek Anouar, La pensée politique arabe contemporaine, Paris, Ed. Seuil, 1970, page 226-230

[**6**] Interview, in. Dot-Pouillard Nicolas, « De Pékin à Téhéran en regardant vers Jérusalem : la singulière conversion à l'islamisme des « Maos du Fatah » », *Cahiers de l'Institut Religioscope* , n°2, Décembre 2008

[**7**] Mohammed Bassem Sultan et Mohammed Bohaïss, « *Question autour de l'islam et du marxisme derrière les barreaux* », Cité par Walid Charara et Frédéric Dumont, *Le Hezbollah, un mouvement islamo-nationaliste* , Paris, Fayard, 2004, page 93-95

[**8**] Interview, art. cit.

[**9**] Ibn Khaldoun, *Discours sur l'Histoire universelle* , al-Muqaddima, Paris, Sindbab, 1997, page 242.

Palestine: la résistance jusqu’à l’indépendance

Commémoration des massacres de Sabra et Chatila

C’est le 15 septembre 1982 , un jeudi soir, que commencent les massacres de Palestiniens et de Libanais, à l’intérieur des camps de réfugiés de Sabra et Chatila à Beyrouth.

L’armée israélienne, sous la direction de Ariel Sharon, et les milices libanaises chrétiennes exterminent environ 3000 civils, Palestiniens pour la plupart. On ne connaîtra jamais le nombre exact de tués.

Les unités de la force internationale (composée d’Américains, de Français et d’Italiens), censées protéger ces mêmes civils, avaient quitté le Liban quelques jours avant ces massacres, sans que l’on sache pourquoi.

Sabra et Chatila n’est malheureusement qu’un exemple de la politique criminelle sioniste. Des massacres sont commis dès 1948 au moment de la création de l’Etat d’Israël. Puis, pour ne citer que les plus importants, il y eut les massacres de Deir Yassine, où périrent 254 Palestiniens, puis Qibia en 1954, perpétrés par le commandant Ariel Sharon. C’est la même politique criminelle qui anime les sionistes lorsqu’en décembre 2008, ils déversent un déluge de feu sur la population de la Bande de Gaza, déjà durement éprouvée asphyxiée par un blocus depuis près de 3 ans. On dénombre 1400 martyres et des milliers de blessés. L’opération apparaît comme l’attaque la plus barbare, perpétrée par les sionistes contre le peuple palestinien, au cours de ces dernières années.

L’Histoire a amplement montré que le crime contre l’Humanité est l’élément fondateur et structurel de l’Etat colonial et raciste d’Israël. Car sans compter les massacres, comment qualifier un Etat dont la création repose avant tout sur l’anéantissement de la Palestine, la destruction d’environ 500 villages, le vol de la terre et l’expulsion de 800 000 Palestiniens, soit plus de la moitié de la population palestinienne de l’époque ? Ces Palestiniens et leurs descendants, environ 6 millions aujourd’hui, sont toujours des réfugiés qui attendent l’application de leur droit fondamental au retour dans leurs foyers d’origine, droit pourtant reconnu internationalement par la Résolution 194 votée à l’ONU le 11 décembre 1948.

Aujourd’hui comme hier, les États occidentaux et la plupart des Etats arabes se distinguent par leur soutien à tous les crimes perpétrés par les sionistes. Mais le soutien des ces Etats, avec les Etats-Unis à leur tête, réside surtout dans l’élaboration de plans dits « de paix » qui, les uns après les autres, visent à la capitulation du peuple palestinien et à l’abandon de ses droits fondamentaux. La stratégie de ces plans de « paix » est toujours la même: faire pression sur les Palestiniens afin de faire taire la résistance et installer une autorité collaborationniste qui signera des accords avec l’occupant au nom du peuple palestinien. L’objectif est de gagner du temps pour que ces accords, s’ils sont signés un jour, entérinent le projet colonial sioniste.

La situation actuelle illustre parfaitement cette stratégie qui fût si bien décrite par Barak Obama dans son récent discours du Caire. Après la mise en place de l’Autorité palestinienne par les Accords d’Oslo, les sionistes et leurs alliés internationaux refusent les résultats des élections de 2006 qui ont été remportées par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas). Imposant d’abord un blocus politique sur le nouveau gouvernement palestinien et emprisonnant de nombreux députés du Hamas nouvellement élus, ils arment

certains opposants du Fatah et favorisent les heurts inter-palestiniens. Quand en 2007, à Gaza, les forces de sécurité palestiniennes rétablissent l'ordre et l'autorité du gouvernement élu en expulsant les collaborateurs armés, le camp des impérialistes soumet le petit territoire à un blocus économique des plus sévères. Parallèlement le soutien occidental se traduit en Cisjordanie par la mise en place d'une force armée palestinienne de plusieurs milliers d'hommes, dirigée par le général américain Dayton, force armée dont l'objectif est de réprimer tout mouvement de résistance populaire, en collaboration parfaite avec l'occupant. Les arrestations de militants du Hamas sont quotidiennes, la presse est muselée, la population terrorisée. Pendant ce temps, Abbas et ses sbires, qui n'ont aucune légitimité, poursuivent le dialogue avec l'ennemi et multiplient les déclarations remettant en question les droits fondamentaux des Palestiniens, dont le droit au retour. Face au leitmotiv sioniste d'imposer une reconnaissance d'Israël comme Etat juif, Abbas déclare en 2008 « qu'il est en effet inconcevable de penser que tous les réfugiés pourront rentrer chez eux ». Le récent congrès du Fatah est la dernière farce de la stratégie impérialiste en Palestine: faire plébisciter à main levée des dirigeants corrompus et collaborationnistes par des militants triés sur le volet, afin d'essayer de redonner un semblant de légitimité à une faction palestinienne qui a perdu toute crédibilité en matière de résistance. L'objectif de cette mascarade est d'imposer de nouvelles élections dont le résultat est connu d'avance puisque toute opposition a été muselée. Dans un contexte géopolitique plus large, cette stratégie vise à affaiblir tous les conflits de moyenne intensité qu'Israël entretient avec ses voisins, afin de concentrer ses forces pour attaquer l'Iran. La question du gel de la colonisation en Palestine soulevée par les Occidentaux n'est qu'une manœuvre supplémentaire pour donner du temps à l'Etat sioniste et lui fournir une monnaie d'échanges qu'il utilisera pour s'assurer du soutien total du camp impérialiste lors de cette agression. Tout cela s'inscrit dans la

définition de ce « Nouveau Moyen Orient », cher à Mr Bush et son successeur.

Face à cette entreprise de destruction de leur peuple, de spoliation de leurs terres, et de négation de leurs droits, les Palestiniens ont bien compris qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes et sur leur résistance pour contrer la puissante machine de guerre coloniale israélienne. Ils l'ont déjà démontré à maintes reprises depuis 60 ans. Mais leur victoire héroïque en janvier 2009 lors de la guerre barbare conduite par l'entité sioniste est le meilleur exemple de la détermination des Palestiniens pour défendre leur terre. Malgré la dissymétrie abyssale des forces en présence, aucun des objectifs de cette attaque n'a été atteint. La résistance est toujours debout et le Hamas n'a pas été délogé. Le mouvement n'a effectué aucune concession sur les droits fondamentaux des Palestiniens. Comme en Algérie et au Vietnam dans le passé, comme en Afghanistan et au Liban aujourd'hui, cette victoire est révélatrice de la puissance du choix stratégique de la résistance populaire pour se libérer du joug du colonialisme.

En Palestine occupée, le peuple Palestinien est toujours debout, uni et résistant depuis plus de soixante ans contre l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre.

Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir sa lutte jusqu'à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

La fin de l'occupation et le droit à l'autodétermination,

Le droit inaliénable au retour des réfugiés palestiniens chez eux

La libération de tous les résistants emprisonnés

Comité Action Palestine

Bilan politique – Billet d’ambiance sur le Forum

publié: Sat, 07-Nov-2009
Vues: 4768 fois

Format imprimable Envoyer à un ami

Il est des défis difficiles à relever mais qui, lorsque c’est le cas, mettent suffisamment de musique dans la tête pour faire chanter le monde. C’est une gageure de vouloir remplir une salle de concert dont l’entrée est payante, alors que tout autour des animations musicales gratuites attirent le chaland ; c’en est une également de vouloir remplir ladite salle autour d’un thème militant, le soutien à la résistance du peuple palestinien, alors que le contexte général ambiant fait plutôt l’apologie du consensus mou et du pacifisme béni oui-oui ; c’en est une enfin de réunir des gens de 7 à 77 ans -ce n’est pas une formule- et de leur faire ensemble lever le poing sur des rythmes de rap. Pourtant, largement aidé en cela par deux groupes locaux, Fils du béton et Khalifrat, et par les lillois du MAP (Ministère des Affaires Populaires), le Comité Action Palestine, au soir du 20 juin 2009, pouvait estimer que le pari était gagné. Voir se dresser un drapeau palestinien sur une des scènes majeures des spectacles bordelais est une chose rare, et ce fut une façon de conclure symboliquement et festivement une semaine de conférences-débats intitulée « Forum Palestine ».

S’il faut savoir se réjouir du fait que certains arrivent à dépasser leurs préjugés et leurs différences -de goûts musicaux en l’occurrence- pour en commun participer à un concert qui arrive à transcender leurs particularités, force est de constater que beaucoup d’autres se complaisent dans leur isolement idéologique et leur suffisance improductive. Si les bancs des différentes conférences étaient suffisamment garnis, on pouvait généralement noter l’absence des militants de gauche et d’extrême-gauche, ainsi que celle des associations de défense de la cause palestinienne. Une chose étrange que ces gens qui prônent le boycott des produits israéliens, mais qui boycottent surtout toute forme de soutien à la résistance palestinienne… Peut-être faudra-t-il inviter des Israéliens pour les voir un jour se déplacer. A moins qu’ils ne s’en chargent eux-mêmes. Les absents ont toujours tort, dit-on.

Était-ce avoir raison, en effet, que de ne pas entendre le journaliste-écrivain Michel Collon évoquer l’impérialisme au Moyen-Orient ? Les journalistes, militants et intellectuels locaux estimaient-ils en savoir autant que lui, et être capables d’analyser le contexte géopolitique mondial sous l’angle de la production de pétrole, d’une manière aussi pertinente ? Si c’est le cas, tant mieux, mais il y a fort à parier que le public attentif de cette première conférence est maintenant mieux informé que ceux qui sont censés parler à sa place. Un texte est souvent aussi intéressant pour ce qu’il dit que pour ce qu’il ne dit pas. De la même façon, le public d’une conférence est significatif par ses présents comme pour ses absents. Organiser une conférence sur un des problèmes majeurs de l’actualité dans un lieu -l’Université de Bordeaux II- où déambulent des professeurs d’ethnologie, de sociologie et autres sciences (in)humaines, et constater que lesdits pontes pontifiants ne daignent pas prêter le lobe d’une oreille à ce qui se dit à quelques mètres d’eux, en dit long précisément sur l’état de l’intellectualité en France.

Est-ce trop demander à des militants de la cause palestinienne de venir écouter des Palestiniennes lorsque l'occasion leur en est donnée ? Lorsque Raghida Ousseiran raconte la résistance palestinienne, ou que Fida Abu Ata évoque la nature de la société coloniale israélienne, qu'est-ce qui fait peur à ces militants ? Les mots employés ? Sont-ils trop crus, trop peu consensuels ? Si les signes vous fâchent, ô combien vous fâcheront les choses signifiées, écrivait Rabelais. Heureusement que la Palestine est loin de chez eux… On défend prétendument la cause palestinienne, mais on s'en détourne délibérément lorsque ce sont des Palestiniennes qui causent. Et où sont ces féministes qui considèrent que les femmes sont bafouées en terre d'Islam, et qu'elles ne peuvent s'exprimer ? A croire que pour être digne d'intérêt, le discours féminin doit se contenter de dénoncer le voile et la burqâ.

Qu'est-ce que le colonialisme ? Le colonialisme ? Mais tout le monde sait de quoi il s'agit. Quelque chose de pas très bien, mais qui peut comporter des aspects positifs, bien sûr cela fait débat, mais n'en débattons pas pour autant, demain j'ai piscine… Les militants anti-colonialisme n'auront pas entendu les interventions du chercheur-philosophe Mohamed Tahar Bensaada et de la marxiste belge Nadine Rosa Rosso. Tant pis pour eux. Et tant mieux pour le large public présent qui aura écouté autre chose que ce que diffuse la propagande médiatique habituelle.

S'il est des mots qui font peur, il en est de même pour certaines personnes. Quand des gens que l'on ne comprend pas nous font peur, on ne se bat pas pour eux, et encore moins avec eux. On ne se déplace donc pas pour écouter Saïd Bouamama parler des minorités issues de la colonisation (Vous savez, les jeunes des quartiers !), et de leur soutien à la cause palestinienne. Et pourtant, l'analyse limpide et clairvoyante du sociologue n'était pas de celle dont on nous abreuve dans les débats et journaux télévisés. Les présents pourront maintenant en témoigner.

Certes, il fallait se lever un peu tôt pour assister un samedi matin à un petit-déjeuner, en présence du même saïd Bouamama et de Sadri Khiari, autour du thème des effets de la colonisation sur la société française. Et beaucoup se levèrent tôt pour entendre des paroles percutantes, des réactions indignées et parfois choquantes (dont un classique « s'ils ne sont pas contents, qu'ils retournent chez eux… »), des interventions vivantes, contradictoires et contrastées, bref, tout ce qui fait que des individus, malgré leurs désaccords, se rencontrent malgré tout. Ce fut une semaine riche en paroles nouvelles, en idées non reçues, en débats passionnés. S'il est à regretter -ou peut-être pas- l'absence de ceux que l'on aurait pu s'attendre à y voir, force est de constater que lorsqu'on se donne la peine de proposer au public des débats exigeants et inhabituels, beaucoup fournissent l'effort de se déplacer. Tous ne sont donc pas complètement perdus dans notre société mollassonne et idéologiquement contrôlée. Une fois de plus, cette semaine de débats a montré combien il était important pour les forces propalestiniennes de mener un combat idéologique permanent dans une France dont les dirigeants sont entièrement acquis aux intérêts sionistes. De ce point de vue-là, le « Forum Palestine » fut une réussite indéniable.

Comité Action Palestine

Forum Palestine : Présentation et programme

Publié: Tue, 26-May-2009	**Vues:** 4510 fois

FORUM PALESTINE

DU 13 AU 20 JUIN 2009

Le Comité Action Palestine propose une semaine de débats autour du thème de la Palestine et du fait colonial en général. Du **13 au 20 juin 2009** , le CAP organisera chaque soir, en lien avec d'autres associations, des moments de réflexion ouverts au public, avec des personnalités qui militent en faveur de l'autodétermination du peuple palestinien et contre toutes les formes de colonialisme.

S'il n'existe pas de savoir neutre (même le savoir le plus « objectif » en apparence contient une vision politique), il ne peut non plus exister à notre sens un engagement militant qui ne soit porté par une réflexion théorique sur l'oppression en général et l'oppression coloniale et néocoloniale en particulier.

Ce Forum sur la Palestine sera l'occasion de traiter différents thèmes : le colonialisme ; la nature du sionisme et ses objectifs ; le lien entre le sionisme et l'impérialisme occidental ; l'évolution de la résistance palestinienne ; la nature de la société coloniale juive; la mobilisation en France des minorités issues de la colonisation en faveur de la cause de la résistance palestinienne, l'expérience « chaviste », au titre de son combat contre l'impérialisme et du soutien du Venezuela à la cause du peuple palestinien.

Pour clôturer cette semaine de débats sur la cause du peuple palestinien, le Comité Action Palestine propose un concert de soutien à l'autodétermination et à la résistance palestinienne avec le groupe de rap « Ministère des Affaires Populaires » (MAP).

Le CAP considère qu'il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de multiplier les initiatives de ce type pour élargir la connaissance des mécanismes de l'oppression coloniale et néocoloniale au-delà du petit cercle de militants. Il considère surtout que le combat politique en faveur de la cause du peuple palestinien est un combat qui se mène également ici en France. Sur un double front : la dénonciation du sionisme français et une activité d'information qui renforce la prise de conscience. Parce que le faire et le comprendre, l'action et la théorie sont intimement liés, le forum sur la Palestine n'a d'autres impératifs que de fournir des outils de compréhension des enjeux à tous ceux qui militent en faveur de l'émancipation des peuples, ici ou là-bas.

PROGRAMME

Samedi 13 juin

*19h00 : « **Chavez, les médias et nous » avec Michel Collon,** journaliste politique et et **Dardo Scavino** , enseignant-chercheur à Versailles*

*21h00 : projection du film « **Le passage des Andes** »*

***Lieu** : au cinéma Jean Eustache, à Pessac (Tram B arrêt Gare de Pessac).*

*En lien avec France Amérique Latine (**http://www.fal33.org/index.php**)*

Lundi 15 juin à 19h00

*« **Moyen-Orient : quel est le jeu des Puissances Occidentales ?» avec Michel Collon,***

***Lieu** : Université de Bordeaux II, amphi Pitres, place de la Victoire, Bordeaux (Tram B arrêt Victoire).*

En lien avec France Amérique Latine et le Cercle des Universitaires et Artistes Algériens de Bordeaux

Mardi 16 juin à 19h30

*« **L'histoire de la Résistance Palestinienne » avec Raghida Ousseiran** , palestinienne, militante et chercheur*

***Lieu** : Centre Social de Saige à Pessac (tram B, arrêt Saige).*

Mercredi 17 juin à 19h30

*« **La nature de la société coloniale israélienne » avec Fida Abu Ata** palestinienne, membre de ITTIJAH,*

***Lieu** : Athénée municipal (place St Christoly, Bordeaux, Tram A et B, arrêt Hôtel de ville).*

*En lien avec **ITTIJAH***

Jeudi 18 juin à 19h30

*« **Q u'est ce que le colonialisme ? » avec Mohamed Tahar Bensaada,** enseignant chercheur à Bruxelles et **Nadine Rosa Rosso** , enseignante-chercheur.*

***Lieu** : Athénée municipal, place St Christoly, Bordeaux.*

*En lien avec **ISM-France** et **Survie***

Vendredi 19 juin à 19h30

*« **La France : minorités issues des anciennes colonies et soutien à la cause palestinienne » avec Saïd Bouamama,** sociologue et militant, membre fondateur des Indigènes de la République*

Lieu** : Salle Paul Langevin 129 bis, Rue Lauriol, **Bègles.

*En lien avec **Delaba&Dissi***

Samedi 20 juin à 10h00

*10 H : Blablabrunch « **Les effets de la colonisation sur la société française.** La France, société néocoloniale ? » **avec Sadri Khiari ,** docteur en sciences politique et écrivain, Mouvement des Indigènes de la République.*

***Lieu** : Centre social Génicart (4 place de la Révolution française, Lormont, tram A, arrêt Gravières).*

En lien avec l'association Didée

***20 H : CONCERT** (**voir la présentation**)*

MINISTERE DES AFFAIRES POPULAIRES

*et le groupe bordelais « **FILS DU BETON + KHALIFRAT**»*

Rock School Barbey , 18 cours Barbey, Bordeaux

Entrée : 10€ (groupe > 10 personnes 8€)

*Location à la FNAC, ou CAP par mail **actionpalestine@hotmail.com***

Forum Palestine : Concert de soutien

le samedi 20 juin 2009

Concert de soutien

à l’autodétermination et à la résistance palestinienne

MINISTÈRE DES AFFAIRES POPULAIRES





site : www.map-site.fr

Première partie : le groupe bordelais « **FILS DU BETON + KHALIFRAT**»

site : **www.myspace.com/filsdubeton**

Renseignements et réservations :

Salle : Rock School Barbey , 18 cours Barbey, Bordeaux

Entrée : 10€ (groupe > 10 personnes 8€)

Location à la FNAC, ou CAP par mail

actionpalestine@hotmail.com